

Ce document est extrait de la base de données
textuelles Frantext réalisée par l'Institut National de la
Langue Française (InaLF)

Nouveaux principes d'économie politique ou De la richesse dans ses rapports
avec la population [Document électronique] / J.-C.-L. Simonde de Sismondi

p1

Objet de l' économie politique, et origine de cette science.
Double but de la science du gouvernement. La science du
gouvernement se propose, ou doit se proposer pour but le bonheur
des hommes réunis en société. Elle cherche les moyens de leur
assurer la plus haute félicité qui soit compatible avec leur
nature ; elle cherche en même temps ceux de faire participer le
plus grand nombre possible d' individus à cette félicité. Dans
aucune des sciences politiques on ne doit perdre de vue ce double
but des efforts du législateur : il doit soigner tout ensemble le

p2

degré de bonheur que l' homme peut atteindre par l' organisation
sociale et la participation équitable de tous à ce bonheur. Il n'
a point accompli sa tâche si, pour assurer des jouissances égales
à tous, il rend impossible le développement complet de quelques
individus distingués, s' il ne permet à aucun de s' élever au-
dessus de ses semblables, s' il n' en présente aucun comme modèle
à l' espèce humaine, et comme guide dans les découvertes qui
tourneront à l' avantage de tous. Il ne l' a pas accomplie
davantage si, n' ayant pour but que la formation de ces êtres
privilegiés, il en élève un petit nombre au-dessus de leurs
concitoyens, au prix des souffrances et de la dégradation de tous
les autres. La nation où personne ne souffre, mais où personne ne
jouit d' assez de loisir ou d' assez d' aisance pour sentir
vivement et pour penser profondément, n' est qu' à demi civilisée
, lors même qu' elle présenterait à ses classes inférieures une
assez grande chance de bonheur. La nation où la grande masse de
la population est exposée à de constantes privations, à des
inquiétudes cruelles sur son existence, à tout ce qui peut
courber sa volonté, dépraver sa morale, et flétrir son caractère,
est asservie, dût-elle compter dans ses hautes classes des hommes
parvenus au plus haut degré de félicité humaine, des hommes dont
toutes les facultés soient développées,

Livros Grátis

<http://www.livrosgratis.com.br>

Milhares de livros grátis para download.

p3

dont tous les droits soient garantis, dont toutes les jouissances soient assurées. Lorsque le législateur, au contraire, ne perd pas plus de vue le développement de quelques-uns que le bonheur de tous, lorsqu' il réussit à organiser une société dans laquelle les individus peuvent arriver à la plus haute distinction d' esprit et d' âme, comme aux jouissances les plus délicates, mais dans laquelle en même temps tous les membres de l' association sont assurés de trouver protection, instruction, développement moral et aisance physique, il a accompli sa tâche ; et sans doute c' est la plus belle que l' homme puisse se proposer sur la terre . C' est en suivant ce noble but que la science de la législation est la théorie la plus sublime de la bienfaisance. Elle soigne les hommes et comme nation, et comme individus ; elle protège ceux que l' imperfection de toutes nos institutions met hors d' état de se protéger eux-mêmes, et l' inégalité qu' elle maintient cesse d' être une injustice, car, si elle favorise quelques hommes, c' est pour préparer en eux à toute l' espèce de nouveaux bienfaiteurs. Mais rien n' est plus commun dans toutes les sciences politiques que de perdre de vue l' une ou l' autre face de ce double but. Les uns, amans passionnés de l' égalité, se révoltent contre toute espèce de distinction : pour évaluer la prospérité

p4

d' une nation, ils comparent toujours l' ensemble de sa richesse, de ses droits et de ses lumières avec la quote part de chacun ; et la distance qu' ils trouvent entre le puissant et le faible, l' opulent et le pauvre, l' oisif et le manouvrier, le lettré et l' ignorant, leur fait conclure que les privations des derniers sont des vices monstrueux dans l' ordre politique. Les autres, considérant toujours abstraitement le but des efforts des hommes, lorsqu' ils trouvent une garantie pour des droits divers, et des moyens de résistance, comme dans les républiques de l' antiquité, appellent cet ordre liberté, lors même qu' il est fondé sur l' esclavage des basses classes. Lorsqu' ils trouvent un esprit ingénieux, des réflexions profondes, une philosophie inquisitive, une littérature brillante, parmi les hommes distingués d' une nation, comme en France avant la révolution, ils voient dans cet ordre social un haut degré de civilisation, lors même que les quatre cinquièmes de la nation ne savent pas lire, et que toutes les provinces sont plongées dans une ignorance profonde. Lorsqu' ils trouvent une immense accumulation de richesses, une agriculture perfectionnée, un commerce prospérant, des manufactures qui multiplient sans cesse tous les produits de l' industrie humaine, et un gouvernement qui dispose de trésors presque inépuisables, comme en Angleterre,

p5

ils appellent opulente la nation qui possède toutes ces choses, sans s'arrêter à examiner si tous ceux qui travaillent de leurs bras, tous ceux qui créent cette richesse ne sont pas réduits au plus étroit nécessaire, si le dixième d'entre eux ne recourt pas chaque année à la charité publique, et si les trois cinquièmes des individus de la nation qu'ils appellent riche, ne sont pas exposés à plus de privations qu'une égale proportion d'individus dans la nation qu'ils appellent pauvre. L'association des hommes en corps politique n'a pu avoir lieu autrefois, et ne peut se maintenir encore aujourd'hui qu'en raison de l'avantage commun qu'ils en retirent. Aucun droit n'a pu s'établir entre eux s'il n'est fondé sur cette confiance qu'ils se sont réciproquement accordée, comme tendant tous au même but. L'ordre subsiste, parce que l'immense majorité de ceux qui appartiennent au corps politique, voit dans l'ordre sa sécurité ; et le gouvernement n'existe que pour procurer, au nom de tous, cet avantage commun que tous en attendent. Ainsi les biens divers, inégalement répartis dans la société, sont garantis par elle lorsque de leur inégalité même résulte l'avantage de tous. Les moyens de faire parvenir quelques individus à la plus haute distinction possible,

p6

les moyens de tourner cette distinction individuelle au plus grand avantage de tous, les moyens de préserver tous les citoyens également de la souffrance, et d'empêcher qu'aucun ne soit froissé par le jeu des passions ou la poursuite des intérêts de ses coassociés, tous ces objets divers font également partie de la science du gouvernement ; car tous sont également essentiels au développement du bonheur national.

p7

Division de la science du gouvernement. Haute politique et économie politique. La science du gouvernement se divise en deux grandes branches, d'après les moyens qu'elle emploie pour atteindre la félicité générale qui est son but. L'homme est un être mixte qui éprouve des besoins moraux et physiques, et son bonheur se compose aussi de conditions physiques et morales. Le bonheur moral de l'homme, autant qu'il peut être l'ouvrage de son gouvernement, est intimement lié avec son perfectionnement, et il est le but de la haute politique qui doit étendre sur toutes les classes de la nation l'heureuse influence de la liberté, des lumières, des vertus et des espérances. La haute politique doit enseigner à donner aux nations une constitution qui, par la liberté, élève et ennoblisse l'âme des citoyens, une éducation qui forme leur cœur à la vertu et ouvre leur esprit

aux lumières, une religion qui leur présente les espérances d'une autre vie, pour les dédommager des souffrances de celle-ci. Elle doit chercher, non ce qui convient à un homme ou à une classe d'hommes, mais ce qui peut rendre plus heureux en les rendant

p8

meilleurs, tous les hommes soumis à ses lois. Le bien-être physique de l'homme, autant qu'il peut être l'ouvrage de son gouvernement, est l'objet de l'économie politique. Tous les besoins physiques de l'homme, pour lesquels il dépend de ses semblables, sont satisfaits au moyen de la richesse. C'est elle qui commande le travail, qui achète les soins, qui procure tout ce que l'homme a accumulé pour son usage et pour ses plaisirs. Par elle la santé est conservée, la vie est soutenue, l'enfance et la vieillesse sont pourvues du nécessaire ; la nourriture, le vêtement et le logement sont mis à la portée de tous les hommes. La richesse peut donc être considérée comme représentant tout ce que les hommes peuvent faire pour le bien-être physique les uns des autres ; et la science qui enseigne au gouvernement le vrai système d'administration de la richesse nationale est par là même une branche importante de la science du bonheur national. Le gouvernement est institué pour l'avantage de tous les hommes qui lui sont soumis ; il doit donc avoir sans cesse en contemplation l'avantage de tous. De même que par la haute politique il doit étendre sur tous les citoyens les bienfaits de la liberté, des vertus et des lumières, il doit aussi, par l'économie politique, soigner pour tous, les avantages de la fortune nationale ;

p9

il doit chercher l'ordre qui assurera au pauvre comme au riche une participation à l'aisance, aux douceurs, au repos de la vie ; l'ordre qui ne laissera dans la nation personne en souffrance, personne dans l'inquiétude sur son lendemain, personne dans l'impossibilité de se procurer par son travail la nourriture, le vêtement, le logement, qui sont nécessaires à lui et à sa famille, pour que la vie soit une jouissance et non un fardeau. L'accumulation des richesses dans l'état n'est point, d'une manière abstraite, le but du gouvernement, mais bien la participation de tous les citoyens aux jouissances de la vie physique, que la richesse représente. Le dépositaire du pouvoir de la société est appelé à seconder l'oeuvre de la providence, à augmenter la masse du bonheur sur la terre, et à n'encourager la multiplication des hommes qui vivent sous ses lois qu'autant qu'il peut multiplier pour eux les chances de félicité. Ce n'est point en effet d'une manière absolue que la richesse et la population sont les signes de la prospérité des états ; c'est

seulement dans leurs rapports l' une avec l' autre. La richesse est un bien lorsqu' elle répand l' aisance dans toutes les classes ; la population est un avantage lorsque chaque homme est sûr de trouver par le travail une honnête existence. Mais un état peut être misérable encore que quelques individus y

p10

accumulent des fortunes colossales ; et si sa population, comme celle de la Chine, est toujours supérieure à ses moyens de subsistance, si elle se contente pour vivre du rebut des animaux, si elle est sans cesse menacée par la famine, cette population nombreuse, loin d' être un objet d' envie ou un moyen de puissance, est une calamité. L' ordre social perfectionné est en général avantageux au pauvre aussi-bien qu' au riche, et l' économie politique enseigne à conserver cet ordre en le corrigeant, non pas à le renverser. C' est une providence bienfaisante qui a donné à la nature humaine et des besoins et des souffrances, parce qu' elle en a fait les aiguillons qui doivent éveiller notre activité et nous pousser au développement de tout notre être. Si nous réussissions à exclure la douleur de ce monde, nous en exclurions aussi la vertu ; de même, si nous pouvions en chasser le besoin, nous en chasserions aussi l' industrie. Ce n' est donc point l' égalité des conditions, mais le bonheur dans toutes les conditions que le législateur doit avoir en vue. Ce n' est point par le partage des propriétés qu' il procure ce bonheur, car il détruirait ainsi l' ardeur pour le travail, qui seul doit créer toute propriété, et qui ne peut trouver de stimulant que dans ces inégalités mêmes, que le travail renouvelle sans

p11

cesse ; mais c' est au contraire en garantissant toujours à tout travail sa récompense : c' est en entretenant l' activité de l' âme et l' espérance, en faisant trouver au pauvre aussi-bien qu' au riche une subsistance assurée, et en lui faisant goûter les douceurs de la vie dans l' accomplissement de sa tâche. Le titre qu' a donné Adam Smith à son immortel ouvrage sur cette seconde branche de la science du gouvernement, *de la nature et des causes de la richesse des nations, en est en même temps la définition la plus précise. Il en donne une idée bien plus exacte que le nom, désormais adopté, d' économie politique . Du moins ce nom doit-il être pris selon l' acception moderne du mot économie , dont nous avons fait le synonyme d' épargne , et non dans son sens étymologique de loi de la maison . On appelle aujourd' hui économie l' administration préservatrice et ménagère de la fortune ; et c' est parce que nous disons, avec une sorte de tautologie, économie domestique pour l'*

administration d' une fortune privée, que nous avons pu dire économie politique pour l' administration de la fortune nationale.

p12

Administration de la richesse nationale, avant que sa théorie fût devenue l' objet d' une science. Depuis que les hommes ont formé des corps sociaux, ils ont dû s' occuper des intérêts communs que leur donnait leur richesse. Une partie de la fortune publique fut destinée, dès l' origine des sociétés, à pourvoir aux besoins publics. La perception et l' administration de ce revenu national , qui n' appartient plus à chacun, mais à tous, devint une partie essentielle de la science des hommes d' état. C' est celle que nous nommons la finance . Les fortunes privées, d' autre part, compliquèrent les intérêts de chaque citoyen ; elles furent exposées aux attaques de la cupidité et de la fraude ; elles doivent être défendues par l' autorité publique, d' après le contrat fondamental des sociétés, qui avait réuni les forces individuelles pour protéger chacun avec la puissance de tous. Les droits sur la propriété, les partages de celle-ci, les moyens de la transmettre, devinrent une des branches les plus importantes de la jurisprudence civile ; et l' application de la justice à la distribution de la

p13

fortune nationale fut une des fonctions les plus essentielles du législateur. Le besoin avait stimulé l' industrie, et celle-ci avait créé divers genres de richesse à l' aide d' une expérience routinière. à mesure que les hommes acquièrent plus de lumières, ils réfléchirent davantage sur les opérations par lesquelles ils pourvoient à leurs besoins ; ils les réduisirent en corps de science, et ils éclairèrent leur théorie par des observations sur les lois générales de la nature. L' agriculture avait fourni aux premiers besoins de l' homme long-temps avant de devenir une science ; mais, dans le temps où elle prodiguait ses trésors aux habitans de la Grèce et de l' Italie, des hommes ingénieux avaient réduit en corps de doctrine les moyens de multiplier cette partie de la richesse nationale. Les métiers, les manufactures étaient nés dans l' intérieur des familles ; mais bientôt les hommes industriels empruntèrent aux naturalistes, aux physiciens, aux mathématiciens, la connaissance des propriétés des corps divers, et des moyens d' imiter ceux que produit la nature ; celle des forces mortes que l' homme peut diriger, celle enfin des calculs de la dynamique ; et l' industrie des villes eut sa science comme celle des champs. Le commerce, qui comparait les besoins et les richesses des peuples divers, et qui rendait les

dernières profitables à tous par des échanges, eut aussi la sienne ; elle était fondée sur des connaissances variées, et elle supposait tout ensemble l'étude des choses, celle des nombres, celle des hommes et celle des lois. Mais tandis que chaque partie de la richesse publique avait une théorie, cette richesse elle-même n'en avait aucune. Les anciens avaient considéré la richesse publique comme un fait dont ils ne s'étaient jamais souciés de rechercher la nature ou les causes. Ils l'avaient entièrement abandonnée aux efforts individuels de ceux qui s'occupaient à la créer ; et, lorsque le législateur était appelé de quelque manière à les limiter, il croyait encore n'avoir affaire qu'à des intérêts individuels, et il ne fixait jamais son attention sur l'intérêt pécuniaire de la généralité. Les sciences, qui avaient pour objet chacune des branches de la richesse nationale, ne se rapportaient point à un tronc commun ; elles n'étaient point autant de corollaires d'une science générale ; elles étaient traitées isolément, et comme si elles avaient eu en elles-mêmes leurs propres principes. Ainsi, dans l'établissement des impôts, le financier ne considéra que la résistance plus ou moins grande qu'il trouvait dans le contribuable, l'égalité de la répartition, la certitude du recouvrement, tandis qu'il n'examinait jamais quelle influence chaque nature de

taxe aurait sur l'accroissement ou la diminution de la fortune publique. Le jurisconsulte s'occupait avec soin de toutes les garanties à donner à la propriété, de tous les moyens de la perpétuer dans les familles, de tous les droits dormans qu'il cherchait à réserver dans leur entier ou à faire revivre ; mais il ne songea jamais, en inventant ces hypothèques, ces substitutions, ces distinctions ingénieuses entre le domaine réel et utile, à s'enquérir s'il contribuait ainsi à augmenter ou à diminuer la valeur de la propriété nationale, et s'il convenait à l'accroissement des richesses que l'intérêt de celui qui les fait valoir fût partagé ou suspendu. L'agronome ne considéra jamais que sous le rapport de l'intérêt du maître, et non sous celui de l'intérêt public, la cruelle question de la culture par esclaves ; et la législation rurale, industrielle, commerciale, ne fut jamais fondée sur la recherche de ce qui devait procurer le plus grand développement de la richesse publique. Dans la vaste collection des lois romaines, où l'on trouve tour à tour tant de justesse d'esprit et tant de philosophie subtile, et où les motifs de la législation nous sont exposés avec autant de soin que ses règles, on ne rencontre pas une sanction qui soit fondée sur un principe d'économie politique, et ce défaut s'est maintenu jusqu'à ce jour dans nos lois. Quant aux philosophes de l'antiquité,

ils s'occupaient d'enseigner à leurs disciples que les richesses sont inutiles au bonheur, plutôt que d'indiquer aux gouvernements les lois par lesquelles ils en favorisent, celles par lesquelles ils en arrêtent l'accroissement. Cependant l'esprit spéculatif des grecs s'était proposé d'atteindre toutes les sciences humaines. Il nous reste un petit nombre d'écrits de leurs philosophes relatifs aux études économiques ; il est juste de leur donner un moment d'attention, ne fût-ce que pour juger à quel point les principes de la création de la richesse ont pu être ignorés par des peuples qui arrivèrent cependant presque au plus haut terme connu du développement social, et qui rassemblèrent, pour une population nombreuse, tout ce qui peut rendre la vie douce, tout ce qui peut développer les organes de l'homme, comme tout ce qui peut former son esprit. Xénophon, dans ses économiques, après avoir défini l'économie, l'art d'améliorer sa maison, et déclaré qu'il entendait par maison toutes nos possessions, tout ce que nous tournons à notre usage, considère cette économie sous le point de vue du philosophe, plutôt que du législateur. Il insiste sur l'importance de l'ordre et dans la distribution des choses,

et dans celle des ouvrages ; il s'occupe de la formation du caractère de la femme, qui doit présider à cet ordre domestique ; il la suit dans la conduite des esclaves, et, tout en rappelant que l'éducation de ceux-ci les rapprochait des animaux plus que des hommes, il recommande de les diriger par la douceur, l'émulation, les récompenses. Il compare ensuite les deux carrières qui peuvent mener à la fortune, celle des arts mécaniques et celle de l'agriculture ; il justifie le mépris, alors universel, pour les premiers, en raison de ce qu'ils débilitent le corps, qu'ils altèrent la santé, qu'ils abrutissent l'âme, et qu'ils énervent le courage, tandis qu'il fait une peinture charmante de l'agriculture, source de bonheur pour les familles qui s'en occupent, et qu'il montre son intime alliance avec la force de corps, le courage, l'hospitalité, la générosité, et toutes les vertus. Cet ouvrage respire un amour du beau, de l'honnête, une douce philanthropie, une piété sincère et tendre, qui en rendent la lecture très-attractive ; mais ce n'est point là l'économie politique que nous cherchons. Aristote, dans le premier livre de son traité de la république, a consacré quatre ou cinq chapitres / VIII à XIII / à la science qui nous occupe : il lui donne même un nom plus propre à la désigner que celui que nous avons adopté : chrématistique,

/... / la science des richesses . Sa définition des richesses, l'abondance des choses ouvrées domestiques et publiques, est fort juste. L'exposition de l'invention du numéraire ne l'est pas moins. Son esprit, riche en définitions et en distinctions, classe avec assez de précision les diverses manières d'acquérir, par l'agriculture, par les arts mécaniques et par l'intérêt des capitaux. De même que tous les anciens, il donne hautement la préférence à l'agriculture ; puis il rejette toute sa chrémastistique de la politique proprement dite : c'est la matière, dit-il, sur laquelle les lois s'exercent, et non leur objet. D'après cette décision, on s'attendrait à trouver des choses plus précises dans ses deux livres sur les économiques . Mais le texte grec de la plus grande partie de ceux-ci a péri, et l'ouvrage ne repose plus que sur la foi douteuse d'une traduction latine de Léonard Arétin. Le premier livre est consacré aux personnes qui composent la famille, le second aux choses. Ce dernier commence par une division de l'administration économique des rois, des satrapes, des villes et des particuliers, qui semble promettre des observations curieuses sur la richesse publique ; cependant il ne se compose que d'une énumération bizarre de tous les expédients employés par des tyrans

,

p19

des gouverneurs ou des villes libres, pour lever de l'argent dans les momens de détresse. Il n'y aurait pas probablement d'invention moderne de la maltôte dont on ne trouvât quelque exemple dans ce livre ; mais, ce qu'il y a d'étrange, c'est qu'Aristote, ou l'auteur pseudonyme, les rapporte sans ordre, bonnes et mauvaises, et jusqu'aux plus violentes et aux plus extravagantes, sans les blâmer ou en indiquer le danger. Enfin Platon, dans le second livre de la république , voulant exposer l'origine de la cité ou de la société humaine, développe son système économique avec une clarté et une précision que ne surpasserait point un disciple d'Adam Smith. L'intérêt réciproque, selon lui, rapproche les hommes les uns des autres, et les force à réunir leurs efforts. Platon montre comment ce principe seul doit amener la division des métiers, comment chacun fit mieux la chose qu'il fit seul, et comment tous produisirent ainsi davantage. Le commerce est pour lui le résultat des progrès des manufactures et de l'agriculture ; et le premier encouragement qu'il demande pour ce commerce, c'est la liberté. Il distingue d'avec ce commerce actif et entreprenant, la routine sédentaire du boutiquier, qui se borne à débiter les biens que le marchand rassemble. Du progrès seul de la société il fait résulter l'opulence de quelques-uns de ses membres, qui se livrent à l'oisiveté, aux plaisirs

p20

ou à l' étude, justement parce que les autres travaillent. L' inégalité des biens, l' altération de la santé, celle de la justice, et les besoins croissans des cités rivales, lui font conclure enfin qu' il doit exister une population gardienne, maintenue aux dépens du reste du peuple, et par une participation à son travail. Ce n' est pas sans quelque étonnement qu' on voit le philosophe qui, dans sa république, établira la communauté des biens et celle des femmes, tout au moins pour sa population gardienne, analyser avec tant de justesse l' origine des intérêts pécuniaires et la formation de la société. Les anciens se laissaient quelquefois égarer par la vivacité de leur imagination , et ils étaient trop enclins à substituer l' essai de théories toutes spéculatives, aux leçons d' une expérience qui leur manquait. Mais du moins ils ne perdaient jamais de vue que la richesse n' avait de prix qu' autant qu' elle contribuait au bonheur national ; et justement parce qu' ils ne la considéraient jamais abstraitement, leur point de vue était quelquefois plus juste que le nôtre. Les romains nous ont laissé quelques livres sur l' économie rurale, mais aucun sur la science qui nous occupe

p21

Au reste, l' intérêt personnel n' attend pas que les philosophes lui aient tracé une théorie de la richesse avant de la recherche ; et les ruines de l' antique civilisation des grecs et des romains, que nous voyons encore subsister, nous attestent que l' opulence des nations peut arriver presque au plus haut terme, sans que la science qui enseigne à hâter ses développemens ait été cultivée.

p22

Première révolution opérée dans l' économie politique au seizième siècle, par les ministres de Charles-Quint. Si les romains et les grecs, parvenus au faite de la civilisation, n' avaient point songé que l' économie politique pouvait être l' objet d' une science, eux qui avaient exercé leur esprit ingénieux sur une si grande variété de sujets, qui cherchaient à se rendre raison de tous les faits qu' ils observaient, et qui, jouissant d' une grande liberté, en avaient fait usage pour l' étude de la science des gouvernemens, et l' avaient portée, sous plusieurs rapports, à une si haute perfection, on ne devait pas s' attendre à ce que cette science naquît dans le moyen âge, lorsqu' on se permettait à peine une découverte dans un chemin qui n' aurait pas été tracé par les anciens, et lorsque le pouvoir de généraliser les idées semblait avoir été retiré aux hommes. En effet, c' est dans un temps bien plus rapproché de nous que l' attention des

spéculateurs fut enfin ramenée sur les richesses nationales, par les besoins des états et la détresse des peuples. Un grand changement survenu dans la politique générale de l' Europe, au seizième siècle,

p23

ébranla presque partout la liberté publique, opprima les petits états, détruisit les privilèges des villes et des provinces, et transporta le droit de disposer de la fortune nationale à un petit nombre de souverains absolument étrangers à l' industrie par laquelle les richesses s' accumulent ou se conservent. Jusqu' au règne de Charles-Quint, une moitié de l' Europe, soumise au régime féodal, n' avait point de liberté, point de lumières et point de finances ; mais l' autre moitié, qui était déjà arrivée à un haut degré de prospérité, qui augmentait chaque jour sa richesse agricole, ses manufactures et son commerce, était gouvernée par des hommes qui avaient fait dans la vie privée l' étude de l' économie, qui, en élevant leur propre fortune, avaient appris ce qui convient à celle des états, et qui, chefs d' un peuple libre, envers lequel ils étaient responsables, prenaient l' intérêt de tous pour guide de leur administration, et non leur ambition privée. On ne voyait, au quinzième siècle, de richesse et de crédit que dans les républiques italiennes, dans celles de la ligue anséatique, les villes impériales de l' Allemagne, les villes libres de la Belgique et de l' Espagne, et peut-être encore quelques villes de France et d' Angleterre, qui jouissaient de grands privilèges municipaux. Les magistrats de toutes ces villes étaient des hommes constamment

p24

élevés dans les affaires, et qui, sans avoir réduit l' économie politique en principes, avaient cependant le sentiment aussi-bien que l' expérience de ce qui pouvait servir et de ce qui pouvait nuire aux intérêts de leurs concitoyens. Les terribles guerres qui commencèrent avec le seizième siècle, et qui renversèrent tout l' équilibre de l' Europe, élevèrent au pouvoir absolu trois ou quatre monarques tout-puissans, qui se partagèrent le domaine de la civilisation. Charles-Quint réunit sous son empire tous les pays qui jusqu' alors avaient été célébrés pour leur industrie et leur richesse, l' Espagne, l' Italie presque entière, la Flandre et l' Allemagne ; mais il les réunit après les avoir ruinés, et son administration, qui supprima tous leurs privilèges, les empêcha de se rétablir. Les rois les plus absolus ne gouvernent pas plus par eux-mêmes que ceux dont l' autorité est limitée par les lois. Ils remettent leur pouvoir à des ministres qu' ils se figurent choisir, au lieu de prendre ceux qui leur seraient désignés par la confiance populaire. Mais ils

les prennent dans un autre ordre de personnes que les gouvernements libres. La première recommandation à leurs yeux est celle d' un rang assez élevé pour que leurs mandataires aient vécu dans un noble loisir, ou tout au moins dans une complète ignorance de

p25

l' économie domestique. Les ministres de Charles-Quint, quelque talent qu' ils eussent pour les négociations ou l' intrigue, étaient tous également ignorants dans les affaires pécuniaires. Ils ruinèrent les finances publiques, l' agriculture, les manufactures, le commerce, et toute espèce d' industrie, d' une extrémité à l' autre de l' immense monarchie autrichienne, et ils firent sentir au peuple toute la différence qu' on devait en effet s' attendre à trouver entre leur ignorance, et les connaissances pratiques des magistrats républicains. Charles-Quint, et son rival François Ier, et Henri VIII, qui voulait tenir entre eux la balance, s' étaient engagés dans des dépenses supérieures à leurs moyens. L' ambition de leurs successeurs, et l' obstination de la maison d' Autriche, qui continua pendant plus d' un siècle des guerres ruineuses, firent augmenter sans cesse ces dépenses, en dépit de la misère publique. Mais plus la souffrance fut générale, plus les amis de l' humanité sentirent l' obligation qui leur était imposée de prendre en mains la défense du pauvre. Ce fut de la science des finances que naquit celle de l' économie politique, par un ordre inverse à celui de la marche naturelle des idées. Les philosophes voulaient garantir le peuple des spoliations du pouvoir absolu ; ils sentirent que, pour se faire écouter, il fallait parler aux princes de

p26

leur intérêt, et non de la justice ou du devoir ; ils cherchèrent à leur bien faire voir quelles étaient la nature et les causes de la richesse des nations, pour leur enseigner à la partager sans la détruire.

p27

Le système mercantile. Il y avait aux seizième et dix-septième siècles trop peu de liberté en Europe, pour que les premiers philosophes qui s' occupèrent d' économie politique, pussent soumettre leurs spéculations aux yeux du public ; et les finances étaient enveloppées d' un trop profond secret, pour que ceux qui n' étaient pas dans les affaires connussent les faits, d' où ils auraient pu déduire des règles générales. Aussi ce fut dans les

ministères que commença l' étude de l' économie politique, lorsque, par un heureux hasard, les rois placèrent à la tête de leurs finances des hommes qui réunissaient les talents à la probité, et à l' amour du bien public. Deux grands ministres en France, Sully sous Henri Iv, et Colbert sous Louis Xiv, portèrent les premiers quelque lumière sur un sujet, jusqu' alors considéré comme un secret d' état, où le mystère avait nourri et caché de monstrueuses erreurs. Malgré tout leur génie et toute leur puissance, rétablir dans les finances l' ordre, la clarté, et une certaine uniformité, était une tâche au-dessus de leurs forces. Cependant l' un et l' autre,

p28

après avoir réprimé les voleries effroyables des traitans, et avoir rendu, par leur protection, quelque sûreté aux fortunes privées, entrevirent les vraies sources de la prospérité nationale, et s' occupèrent de les faire couler avec plus d' abondance. Sully accorda surtout sa protection à l' agriculture : il répétait que pâturage et labourage étaient les deux mamelles de l' état . Colbert qui était, à ce qu' on assure, issu d' une famille engagée dans le commerce des draps, origine que la vanité de la cour de Louis Xiv le contraignit à dissimuler, chercha surtout à faire prospérer les manufactures et le commerce. Il s' entoura des conseils des négocians, et il sollicita de partout leurs avis. Tous deux ouvrirent des routes et des canaux, pour faciliter les échanges entre les divers genres de richesses ; tous deux protégèrent l' esprit d' entreprise, et honorèrent l' activité industrielle, qui répandait l' abondance dans leur pays. Colbert, le plus récent de ces deux ministres, précéda de long-temps les écrivains qui ont traité de l' économie politique comme d' une science, et qui l' ont réduite en corps de doctrine. Il avait cependant un système sur la richesse nationale ; il en fallait un pour donner de l' ensemble à ses opérations, et pour désigner clairement à sa vue l' objet auquel il voulait atteindre : ce système lui fut probablement suggéré par les négocians

p29

*qu' il consulta ; c' est celui qu' on désigne par le nom de *mercantile* , et quelquefois aussi par celui de *colbertisme* ; non que Colbert en soit l' auteur, non qu' il l' ait développé dans aucun ouvrage, mais parce qu' il est sans comparaison le plus illustre entre ceux qui l' ont professé ; parce que, malgré les erreurs de la théorie, il en a tiré des applications hautement utiles, et parce que, entre les nombreux écrivains qui ont exposé les mêmes opinions, il n' y en a aucun qui ait fait preuve d' assez de talent seulement pour fixer son nom dans la*

mémoire des lecteurs. Il est juste cependant de séparer absolument le système mercantile du nom de Colbert ; c' était un système inventé par des marchands, dans un pays où ils étaient sujets et non pas citoyens, où on les écartait des affaires publiques tout en leur demandant des conseils, et où on les réduisait à ne connaître que leurs propres intérêts, en leur faisant juger ceux des autres. C' était aussi un système adopté par tous les ministres des gouvernemens absolus, lorsqu' ils se donnaient la

p30

peine de réfléchir sur les finances ; et Colbert n' y a eu d' autre part que celle de l' avoir suivi sans le réformer. Après avoir long-temps traité le commerce avec un orgueilleux mépris, les gouvernemens avaient enfin reconnu en lui une des sources les plus abondantes des richesses nationales. Toutes les grandes fortunes de leurs états n' appartenaient pas aux négocians ; mais quand les rois éprouvaient des besoins subits, quand ils voulaient lever à la fois des sommes considérables, les négocians seuls les pouvaient servir. Les propriétaires de terre avaient souvent d' immenses revenus, les chefs de manufactures faisaient exécuter d' immenses travaux ; mais les uns et les autres ne pouvaient disposer que de leurs rentes, que de leurs produits annuels ; les négocians seuls offraient au besoin la totalité de leur fortune au gouvernement. Comme leur capital était représenté tout entier par des denrées déjà prêtes pour la consommation, par des marchandises destinées à l' usage immédiat du marché où ils les avaient transportées, ils pouvaient les vendre d' une heure à l' autre, et réaliser, avec moins de perte qu' aucun autre citoyen, les sommes qu' on leur demandait. Les négocians trouvèrent donc moyen de se faire écouter, parce qu' ils avaient en quelque sorte le commandement de tout l' argent de l' état, et

p31

qu' en même temps ils étaient presque indépendans de l' autorité, car ils pouvaient le plus souvent soustraire aux coups du despotisme une fortune qui demeurait inconnue, et la transporter d' un moment à l' autre, avec leur personne, dans un pays étranger. Les gouvernemens auraient volontiers augmenté les profits des marchands, sous condition de partager avec eux. Ils crurent qu' il ne s' agissait pour cela que de s' entendre. Ils offrirent aux marchands la force pour appuyer l' industrie ; et puisque le bénéfice de ceux-ci consistait à vendre cher, et à acheter bon marché, ils crurent qu' ils protégeraient efficacement le commerce, s' ils lui donnaient les moyens de vendre plus cher encore, et d' acheter meilleur marché. Les marchands qu' ils consultèrent, saisirent avidement ces offres ;

c' est ainsi que naquit le système mercantile. Antonio De Leyva, Fernand De Gonzague, le duc de Tolède, ces avides vice-rois de Charles-Quint et de ses descendans, inventeurs de tant de monopoles, n' avaient pas d' autre notion d' économie politique. Dès qu' on voulut cependant réduire en système cette spoliation méthodique des consommateurs, dès qu' on en occupa des assemblées délibérantes, dès que Colbert consulta les corporations, dès que le public enfin commença à s' emparer de ces matières, il fallut chercher

p32

une base plus honorable à ces transactions, il fallut s' occuper, non pas seulement de l' avantage du financier et du marchand, mais de celui de la nation ; car les calculs de l' égoïsme ne peuvent se présenter au grand jour ; et le premier bienfait de la publicité, c' est de forcer au silence les sentimens vicieux. Le système mercantile reçut alors une forme plausible ; et il faut sans doute qu' elle soit telle, puisque, jusqu' à ce jour, elle a séduit le plus grand nombre des gens d' affaires, dans la finance et dans le commerce. La richesse, disent ces premiers économistes , c' est l' argent. Les deux mots étaient reçus presque comme synonymes dans l' usage universel, et personne ne songea à révoquer en doute l' identité de l' argent avec la richesse. L' argent, ajoutèrent-ils, dispose du travail de l' homme et de tous ses fruits ; c' est lui qui les fait naître, lorsqu' il offre de les payer ; c' est par lui que l' industrie se soutient dans un état, c' est à lui que chaque individu doit sa subsistance, et la continuation de sa vie. L' argent est surtout nécessaire dans les rapports de nation à nation ; l' argent fait la force des armées et assure le succès de la guerre ; le peuple qui en a, commande à celui qui n' en a pas. Toute la science de l' économie politique doit donc avoir pour but de donner à la nation beaucoup d' argent . Mais l' argent que possède

p33

un état ne peut être augmenté en quantité, qu' autant qu' on en extrait du nouveau de la terre, ou qu' on en importe du dehors. Il faut donc ou travailler avec ardeur aux mines d' argent, si l' on en possède, ou chercher à se procurer, par le commerce étranger, celui que d' autres nations ont extrait de leurs mines. En effet, ajoutent les auteurs de ce système, tous les échanges qui se font dans un pays, toutes les ventes, tous les achats que des anglais, par exemple, contractent entre eux, n' augmentent pas d' un sou le numéraire enfermé entre les rivages de l' Angleterre ; par conséquent, tous les profits qu' on obtient par un commerce ou une industrie intérieurs sont illusoire. Les particuliers s' enrichissent bien, mais aux dépens d' autres qui

se ruinent ; ce que l' un gagne, l' autre l' a perdu, et la nation ayant, après tous ces marchés, précisément le même nombre d' écus qu' auparavant, n' en est ni plus riche, ni plus pauvre, quelles qu' aient été l' industrie des uns, la fainéantise ou la prodigalité des autres. Mais le commerce étranger a de tout autres conséquences, puisque toutes ses transactions étant accomplies avec de l' argent, son résultat naturel est d' en faire entrer, ou d' en faire sortir de l' état. Pour que la nation s' enrichisse,

p34

pour qu' elle augmente le nombre de ses écus, il faut donc régler son commerce étranger de telle sorte, qu' elle vende beaucoup aux autres nations, et qu' elle achète peu d' elles. En poussant le système à la rigueur on devrait dire, il faut qu' elle vende toujours et qu' elle n' achète jamais ; mais comme on sait bien qu' une telle prohibition d' acheter, détruirait tout commerce, les auteurs de cette théorie se sont contentés de demander qu' une nation ne fît d' autres échanges que ceux dont le résultat final devrait lui être soldé en argent ; car, disent-ils, de même que chaque marchand, en traitant avec son correspondant, voit, au bout de l' année, s' il lui a plus vendu qu' acheté, et se trouve alors créancier ou débiteur d' une balance de compte qui est soldée en argent ; de même une nation, en additionnant tous ses achats et toutes ses ventes avec chaque nation, ou avec toutes ensemble, se trouve, chaque année, créancière ou débitrice d' une balance commerciale qui doit être soldée en argent. Si elle la paye, elle s' appauvrit constamment ; si elle la reçoit, elle ne cesse de s' enrichir. La conséquence nécessaire de ce système était de faire accorder par le gouvernement une faveur constante au commerce d' exportation ; de l' appeler en même temps à surveiller sans cesse l' industrie, pour lui faire prendre la seule direction

p35

qui fût avantageuse à l' état sans l' être davantage aux particuliers. Il était reconnu que le marchand qui s' enrichissait dans un commerce intérieur n' enrichissait point sa patrie, qu' il la ruinait en lui faisant acheter des marchandises étrangères ; et que, dût-il au contraire se ruiner lui-même en vendant des marchandises nationales aux étrangers, il profitait au public en faisant entrer des écus. Tout fut donc soumis à des réglemens, pour suppléer à l' intérêt privé auquel on ne croyait pas pouvoir se fier ; l' industrie fut enrégimentée pour la forcer à exporter sans cesse, et les frontières furent couvertes de gardes, pour l' empêcher d' importer des marchandises, ou pour retenir l' argent, si on voulait le faire sortir. Les auteurs du

système avaient encore représenté au gouvernement, que, pour tirer beaucoup d' argent des étrangers, il importait de leur vendre, non pas les produits bruts du territoire, mais ces produits après que l' industrie nationale en avait élevé la valeur ; que les manufactures des villes doubleraient et souvent décuplaient le prix des produits de la campagne ; que c' était donc les manufactures qu' il importait d' encourager, et que l' autorité devait intervenir pour empêcher qu' une matière première , qui pourrait recevoir une grande valeur par une industrie nationale, ne passât aux

p36

étrangers dans son état non ouvré, lorsqu' elle ne valait encore que peu d' argent. Les réglemens nés du système mercantile prirent donc un second caractère ; ils prohibèrent la sortie des matières premières, en encourageant celle des matières ouvrées, et, tout occupés des profits des marchands exportans, ils combinèrent toute chose pour leur donner le moyen d' acheter bon marché et de vendre cher, dût-il en résulter une perte évidente pour les autres classes de la nation. Le système mercantile n' est plus aujourd' hui ouvertement professé par aucun écrivain, mais il a laissé de profondes racines dans l' esprit de tous ceux qui se mêlent du gouvernement. Il agit encore par la force du préjugé, et par la confusion du langage, sur ceux qui redoutent de s' engager dans des théories abstraites. La plupart des réglemens auxquels les peuples sont assujettis, ne sont aujourd' hui même que des applications de ce système, et la balance commerciale n' existe que pour ceux qui l' adoptent, quoique plusieurs s' obstinent encore à la calculer. Ce n' est point une tâche peu importante que celle de rechercher l' origine des idées généralement répandues, et de montrer à ceux qui croient tenir un principe, qu' il n' est lui-même que la conséquence d' une autre opinion non encore discutée.

p37

Le système agricole ou des économistes. Le système mercantile a été pendant un siècle universellement adopté par les gouvernemens , universellement invoqué par les négocians et les chambres de commerce, universellement commenté par les écrivains, comme s' il était démontré avec la plus haute évidence, sans que personne se donnât la peine de l' établir sur des preuves nouvelles. Mais après le milieu du dix-huitième siècle, le docteur Quesnay lui opposa son tableau économique, commenté ensuite par Mirabeau et par l' abbé De Rivière, développé par Dupont De Nemours, analysé par Turgot, et adopté par une secte nombreuse qui se forma en France sous le nom d' économistes. Cette secte gagna aussi des partisans en Italie : c' est celle de toutes qui a le

plus écrit sur la science qui nous occupe. Cependant elle avait admis les principes du docteur Quesnay avec une si aveugle confiance, elle leur est demeurée si implicitement fidèle, qu' on découvre à peine quelque

p38

différence d' opinions ou quelques progrès entre ses écrivains. Quesnay fonda donc le second système en économie politique, qu' on nomme encore le système des physiocrates, mais plus communément le système agricole ou économiste. Il chercha avant tout à déterminer en quoi consistait la richesse, car l' or et l' argent lui parurent n' en être que le signe, qu' un moyen d' échange entre tous les hommes, et que le prix de tous les marchés : leur seule abondance ne lui parut point constituer la prospérité d' une nation. Il porta donc ses regards sur les différentes classes d' hommes entre les mains desquels on voit les richesses s' accumuler. Il chercha parmi eux les hommes auxquels il pourrait attribuer un pouvoir créateur, les hommes chez qui il verrait la richesse commencer, pour être ensuite transmise à d' autres. Les premiers sur lesquels il porta ses regards ne lui parurent occupés que d' échanges, qui déplaçaient la richesse, mais qui ne la créaient pas. Le négociant, qui porte d' un continent à l' autre

p39

les productions des deux hémisphères, et qui, rentré dans les ports de sa patrie, retrouve, lorsqu' il vend sa cargaison, une somme double de celle avec laquelle il avait commencé ses courses ne parut néanmoins au docteur Quesnay avoir fait autre chose qu' un échange. S' il avait vendu aux colonies les étoffes d' Europe à un prix plus élevé qu' elles ne lui avaient coûté, c' est qu' elles valaient réellement davantage. Avec leur prix d' achat il devait encore se faire rembourser de la valeur de son temps, de ses soins, de sa subsistance, et de celle de ses matelots et de ses agens, pendant ses voyages. Il avait un remboursement semblable à prétendre sur le prix de vente des cotons ou des sucres qu' il rapportait en Europe. Si, à la fin de son voyage, il lui restait quelque profit, c' était le fruit de son économie et de son savoir-faire. Le salaire que lui avaient alloué les consommateurs pour la peine qu' il avait prise en voyage était plus ample que la somme qu' il avait dépensé ; n' importe, car il est de la nature d' un salaire de devoir être dépensé en entier par celui qui le gagne ; et, s' il avait dépensé le sien, il n' aurait rien ajouté à la richesse nationale par le travail de toute sa vie, puisque les marchandises qu' il rapportait ne faisaient que compenser tout juste la valeur des marchandises qu' il avait données en échange,

p40

ajoutée au salaire de lui-même et de tous ceux qui s' étaient employés avec lui dans son commerce. D' après ce raisonnement, le philosophe français donna au commerce de transport le nom de *commerce d' économie* , qui lui est demeuré. Il n' est, dit-il, point destiné à pourvoir aux besoins de la nation qui l' exerce, mais seulement à servir les convenances de deux nations étrangères. La première n' en retire d' autre bénéfice qu' un salaire, et ne peut s' enrichir que par l' économie qu' elle fait sur ce salaire. Le docteur Quesnay, passant ensuite aux manufactures, les considéra comme un échange, tout aussi-bien que le commerce. Mais, au lieu d' avoir pour objet deux valeurs présentes, leur contrat primitif fut à ses yeux l' échange du présent contre l' avenir. Les marchandises produites par le travail de l' artisan ne furent, selon lui, que l' équivalent de son salaire accumulé. Pendant qu' il travaillait il avait consommé pour vivre les fruits de la terre ; un autre produit de la terre était l' objet de son travail. Mais le tisserand devait retrouver dans le prix de la toile détachée de son métier, d' abord le prix du lin ou du chanvre dont elle était fabriquée, ensuite le prix du blé et de la viande qu' il avait consommés pendant tout le temps qu' il

p41

avait été occupé à la filer et à la tisser. L' ouvrage qu' il avait achevé ne représentait autre chose que ces diverses valeurs accumulées. Enfin l' économiste français porta ses regards sur l' agriculture. Le laboureur lui parut être dans la même condition que le commerçant et l' artisan. Comme le dernier, il fait avec la terre un échange du présent contre l' avenir. Les récoltes qu' il fait naître renferment la valeur accumulée de son travail ; elles lui paient un salaire auquel il a le même droit que l' artisan et le marchand, car c' est de même la compensation de tous les fruits de la terre qu' il a consommés pour en faire naître de nouveaux. Mais, après que ce salaire a été prélevé, il reste un revenu net qu' on ne voyait point naître des manufactures ou du commerce : c' est celui que le laboureur paie au propriétaire pour l' usage de sa terre. Ce revenu des propriétaires de terre parut à Quesnay d' une nature toute différente de tous les autres. Ce n' étaient point des *reprises* , *selon l' expression qu' il avait adoptée pour désigner le recouvrement des avances faites aux travailleurs ; ce n' était point un salaire, ce n' était point le résultat d' un échange, mais le prix du travail spontané de la terre, le fruit de la bienfaisance de la nature ; et puisque seul il ne représentait point des richesses préexistantes, seul il devait*

p42

aussi être la source de toutes les autres. En suivant la valeur de toutes les choses créées, sous toutes leurs transformations, Quesnay voyait toujours leur première origine dans les fruits de la terre. Le travail du laboureur, de l'artisan, du marchand, consommait ces fruits comme salaires, et les reproduisait sous des formes nouvelles. Le propriétaire seul les recevait à la source, des mains de la nature, et par eux il se trouvait en état de payer un salaire à tous ses compatriotes, qui ne travaillaient que pour lui. Ce système ingénieux renversait, par ses bases, celui des mercantiles. Les économistes niaient l'existence de cette balance commerciale, à laquelle leurs antagonistes attachaient tant d'importance. Ils croyaient impossible d'attirer du dehors, dans un pays, un courant non interrompu d'espèces monnayées, et, eût-on pu y réussir, ils n'y voyaient aucun avantage ; ils refusaient enfin la faculté de rien produire aux artisans et aux négocians, favoris du système mercantile ; car, divisant la nation en trois grandes classes, ils n'y reconnaissaient que des propriétaires de terre, seuls dispensateurs de la fortune nationale ; des laboureurs, seuls ouvriers productifs qui faisaient naître le revenu des premiers ; et des salariés, parmi lesquels ils rangeaient aussi-bien les négocians et les

p43

artisans, que tous les officiers de l'état, destinés à y maintenir l'ordre et la sûreté. Les conseils que les deux sectes donnaient au gouvernement ne différaient pas moins que leurs principes. Tandis que les mercantiles voulaient faire intervenir l'autorité en toute chose, les économistes lui répétaient sans cesse : laissez faire et laissez passer ; car par cela même que l'intérêt public se compose de la réunion de tous les intérêts personnels, ils estimaient que l'intérêt personnel de chaque individu le guiderait plus sûrement que le gouvernement vers l'intérêt public dont le sien faisait partie. En politique, les économistes, voyant dans les propriétaires de terre les hôtes qui recevaient la nation entière dans leurs foyers, les dispensateurs de toute richesse, et les maîtres de la subsistance de tous leurs concitoyens, les considérèrent aussi comme seuls souverains de l'état. Leurs principes les conduisaient à l'établissement d'une aristocratie absolue, quoiqu'ils les accommodassent au gouvernement monarchique sous lequel ils étaient nés. Les devoirs qu'ils imposaient aux propriétaires fonciers et à l'autorité publique étaient les mêmes, et la disposition de toute la force sociale devait demeurer entre les mains de ces propriétaires. En finance, les économistes,

confondant tous les revenus dans celui que la terre donne annuellement

p44

à ses propriétaires, ne doutaient point que tous les impôts, sous quelque forme qu' ils fussent perçus, ne fussent acquittés en dernière analyse par ce revenu ; ils estimaient donc que le fisc devait demander directement l' impôt unique à celui qui, en dernière analyse, devait toujours le payer ; que cet impôt devait toujours être assis sur le revenu de la terre, et que toute autre manière de le percevoir avait pour résultat de coûter beaucoup plus cher au même propriétaire qui le remboursait, et de vexer inutilement tous ceux qui en faisaient l' avance. En administration, les économistes professaient que tout l' art du gouvernement devait tendre à garantir aux sujets de la première classe, ou aux propriétaires de terre, l' entière disposition du terrain, et la jouissance paisible de ses fruits ; à la seconde, ou aux cultivateurs, leur salaire et la restitution de leurs dépenses annuelles ; à la troisième, classe subordonnée qui comprend les fabricans, les commerçans, ceux qui cultivent les beaux-arts, et ceux qui exercent les métiers, tous les droits qu' ils exprimaient par les trois mots de *liberté, immunité et concurrence* . *Dans les relations du commerce extérieur, les économistes établissaient en principe qu' on ne défendrait jamais la sortie d' aucune production ou d' aucune marchandise nationale ;*

p45

qu' on ne défendrait jamais l' entrée d' aucune production ou d' aucune marchandise étrangère ; qu' on ne mettrait jamais aucun impôt sur l' exportation des productions et des marchandises du pays ; qu' on ne mettrait jamais aucun impôt sur l' importation des productions et des marchandises venant de l' étranger ; qu' on ne mettrait dans les ports et dans les marchés aucune différence entre les étrangers et les nationaux. Une très-grande fermentation fut excitée chez les français par le système des économistes. Le gouvernement de cette nation lui permettait alors de s' occuper des affaires publiques, mais non pas de les connaître. La discussion sur la théorie était assez libre ; mais aucun des faits, aucun des documens dont l' administration était dépositaire ne devait être mis sous les yeux du public. On peut reconnaître, dans le système des économistes français, les conséquences de leur ignorance involontaire des faits sur lesquels ils auraient dû fonder leurs théories ingénieuses, mais mal assurées. Toutefois ce système séduisit la nation, parce que, pour la première fois, il l' occupa de ses affaires. Mais dans le même temps naissait chez une nation libre, et qui avait le droit

de savoir les

p46

siennes, un système non moins ingénieux, et bien plus nourri de faits et d'observations ; système qui, après une courte lutte, repoussa enfin les deux autres dans l'ombre, parce que la vérité triomphe toujours à la fin des erreurs, même les plus brillantes.

p47

Système d' Adam Smith. Division du reste de cet ouvrage. Adam Smith, auteur du troisième système d' économie politique , au lieu de chercher, comme ses prédécesseurs, à inventer à priori une théorie à laquelle il s' efforcerait ensuite de rattacher tous les faits, reconnut que la science du gouvernement était expérimentale ; qu' elle ne pouvait se fonder que sur l' histoire des peuples divers, et que c' était seulement d' une observation judicieuse des faits qu' on pouvait déduire des principes. Son immortel ouvrage, de la nature et des causes de la richesse des nations, qu' il publia en l 776, et qu' il avait fait précéder, dès l 752, de leçons sur l' économie politique , est en effet le résultat d' une étude philosophique de l' histoire du genre humain. Ce n' est qu' après s' être éclairé par l' analyse des révolutions économiques des temps passés, que l' auteur s' élève aux lois générales de l' accroissement des richesses, et qu' il les expose pour la première fois. Rejetant également deux systèmes exclusifs, dont l' un ne voulait attribuer la création de la richesse qu' au commerce, et l' autre qu' à l' agriculture,

p48

Adam Smith en chercha la source dans le travail. Tout travail qui laisse après lui une valeur échangeable, lui parut productif, soit qu' il appartînt aux champs ou à la ville, soit qu' il créât l' objet échangeable, qui devenait partie de la richesse, soit qu' il augmentât la valeur d' une chose qui existait déjà. De même que le travail fut à ses yeux le seul créateur de la richesse, l' économie fut pour lui le seul moyen de l' accumuler. L' économie créa les capitaux, nom sous lequel il ne comprit pas seulement l' or et l' argent, comme faisaient les économistes mercantiles, mais les richesses de tout genre, amassées par le travail de l' homme, et employées par leurs propriétaires, moyennant un bénéfice, à faire exécuter un nouveau travail. La richesse nationale se composa, à ses yeux, de la terre, qui, rendue productive par le travail de l' homme, non-seulement

compense ce travail avec avantage, mais produit encore, en faveur de son propriétaire, un revenu net, le fermage, qu' il nomma la rente ; des capitaux, qui, employés à animer l' industrie, la rendent lucrative, en sorte que leur circulation produit pour leurs propriétaires un second revenu qu' il nomma le profit ; du travail, enfin, qui produit, pour ceux qui l' exécutent, un troisième revenu qu' il nomma le salaire.

p49

Adam Smith ne reconnut pas seulement que chaque espèce de travail contribuait à son tour à l' avantage de tous et à l' accroissement de la richesse ; il établit en principe que la société demandait alternativement le travail dont elle avait le plus besoin, par l' organe de ceux qui s' offraient à le payer ; que ces demandes et ces offres étaient la seule expression de ses convenances à laquelle on pût se fier, et que l' autorité pouvait , avec une pleine sécurité, se reposer sur l' intérêt individuel, quant à la marche de l' industrie. Il affirma que le travail qui serait le plus demandé serait toujours le plus convenable à l' intérêt de tous ; qu' il serait, par cette raison, le mieux payé ; qu' il serait aussi le mieux exécuté. à mesure que la richesse s' augmentait, et que la nation pouvait disposer de plus de capitaux et de plus de bras, il jugea qu' elle tournerait son activité vers l' agriculture, le commerce intérieur, les manufactures destinées à la consommation intérieure, le commerce étranger, les manufactures destinées à la consommation étrangère, enfin le commerce de transport : il affirma que la demande du marché déterminerait toujours le passage des capitaux et des bras , d' une industrie languissante à une industrie plus profitable ; il ne demanda au gouvernement d' autre faveur, pour l' agriculture ou le commerce,

p50

qu' une entière liberté, et il fit reposer tout l' espoir du développement des richesses nationales sur *la concurrence* . Il serait superflu d' exposer ici avec plus de détails un système que le but de tout cet ouvrage est de développer et de compléter. La doctrine d' Adam Smith est la nôtre ; le flambeau que son génie apporta sur le champ de la science, ayant fait entrer ses sectateurs dans la vraie voie, tous les progrès que nous y avons faits depuis, lui sont dus, et ce serait une vanité puérile que celle qui s' attacherait à montrer tous les points sur lesquels ses idées n' étaient pas encore éclaircies, puisque c' est à lui que nous devons jusqu' à la découverte des vérités que lui-même n' avait pas connues. Après cette profession de notre admiration profonde pour ce génie créateur, de notre vive reconnaissance pour une lumière que nous ne devons qu' à lui, on s' étonnera

sans doute d' apprendre

p51

que le résultat pratique de la doctrine que nous empruntons de lui nous paraît souvent diamétralement opposé à celui qu' il en a tiré, et que, combinant ses principes mêmes avec l' expérience d' un demi-siècle, pendant lequel sa théorie a été plus ou moins mise en pratique, nous croyons pouvoir démontrer qu' il fallait, en plus d' une circonstance, en tirer de tout autres conclusions. Nous professons, avec Adam Smith, que le travail est la seule origine de la richesse, que l' économie est le seul moyen de l' accumuler ; mais nous ajoutons que la jouissance est le seul but de cette accumulation, et qu' il n' y a accroissement de la richesse nationale que quand il y a aussi accroissement des jouissances nationales. Adam Smith, ne considérant que la richesse, et voyant que tous ceux qui la possèdent ont intérêt de l' accroître, a conclu que cet accroissement ne pourrait jamais être mieux favorisé qu' en abandonnant la société au libre exercice de tous les intérêts individuels. Il a dit au gouvernement : la somme des richesses privées forme la richesse de la nation ; il n' y a pas de riche qui ne s' efforce de devenir plus riche encore : laissez-le faire ; il enrichira la nation en s' enrichissant lui-même. Nous avons considéré la richesse dans ses rapports

p52

avec la population qu' elle doit faire vivre ou rendre heureuse ; une nation ne nous a point paru croître en opulence par la seule augmentation de ses capitaux, mais seulement lorsque ses capitaux, en croissant, répandaient aussi plus d' aisance sur la population qu' ils devaient faire vivre ; car, sans doute, vingt millions d' hommes sont plus pauvres avec six cents millions de revenus, que dix millions d' hommes avec quatre cents millions. Nous avons vu que les riches pouvaient augmenter leurs richesses, soit par une production nouvelle, soit en prenant pour eux une plus grande part de ce qui était auparavant réservé aux pauvres ; et, pour régulariser ce partage, pour le rendre équitable, nous invoquons presque constamment cette intervention du gouvernement qu' Adam Smith repoussait. Nous regardons le gouvernement comme devant être le protecteur du faible contre le fort, le défenseur de celui qui ne peut point se défendre par lui-même, et le représentant de l' intérêt permanent, mais calme, de tous, contre l' intérêt temporaire, mais passionné, de chacun. L' expérience nous paraît justifier ce point de vue nouveau d' un ancien système. Quoique l' autorité d' Adam Smith n' ait point réformé, à beaucoup près, toutes les parties de la législation économique, le dogme fondamental d' une

p53

concurrence libre et universelle a fait de très-grands progrès dans toutes les sociétés civilisées ; il en est résulté un développement prodigieux dans les pouvoirs de l' industrie ; mais souvent aussi il en est résulté une effroyable souffrance pour plusieurs classes de la population. C' est par l' expérience que nous avons senti le besoin de cette autorité protectrice que nous invoquons ; elle est nécessaire pour empêcher que des hommes ne soient sacrifiés aux progrès d' une richesse dont ils ne profiteront point. Elle seule peut s' élever au-dessus du calcul matériel de l' augmentation des produits, qui suffit à déterminer les individus, et lui comparer le calcul de l' augmentation des jouissances et de l' aisance de tous, qui doit être le but vers lequel tendent les nations. Nous croyons devoir avertir d' avance notre lecteur de cette différence importante dans les

p54

résultats, en même temps que nous renonçons à en faire un objet de controverse. Nous ne nous arrêterons point pour combattre celles des opinions d' Adam Smith que nous ne partageons pas, ou pour signaler les occasions où nous nous séparons de lui et des nombreux écrivains qui l' ont commenté. Les principes de la science politique doivent former un seul ensemble et découler les uns des autres. Nous les avons présentés dans ce qui nous paraît être leur enchaînement naturel, sans prétendre distinguer ce qui est à nous de ce qui est à nos devanciers. Si ces principes s' appuient en effet les uns sur les autres, et s' ils composent un tout bien lié, nous serons parvenus à notre but ; car nous ne prétendons point élever un système nouveau en opposition à celui de notre maître, mais montrer seulement quelles modifications l' expérience doit nous forcer d' apporter au sien. Nous rangerons ce système sous six chefs qui nous paraissent comprendre toute la science du gouvernement dans ses rapports avec le bien-être physique de ses sujets ; savoir : 1 formation et progrès de la richesse ; 2 richesse territoriale ; 3 richesse commerciale ; 4 numéraire ; 5 impôt ; et 6 population. Chacun formera le sujet d' un livre. La richesse territoriale et la population n' ont point été l' objet de recherches spéciales pour Adam Smith.

p55

C' est par une marche absolument opposée qu' aujourd' hui même, en Angleterre, les disciples d' Adam Smith se sont éloignés de sa doctrine, et plus encore, à ce qu' il nous semble, de sa

manière de rechercher la vérité. Adam Smith considérait l'économie politique comme une science d'expérience ; il s'efforçait d'examiner chaque fait dans l'état social auquel il appartenait, et de ne jamais perdre de vue les circonstances diverses auxquelles il était lié, les résultats divers par lesquels il pouvait influer sur le bonheur national. En le critiquant aujourd'hui, nous nous permettrons d'observer qu'il n'a pas toujours été fidèle à cette manière synthétique de raisonner ; qu'il n'a pas toujours eu en vue le but essentiel qu'il se proposait, les rapports de la richesse avec la population, ou avec la jouissance nationale. Ses nouveaux disciples, en Angleterre, se sont bien davantage jetés dans des abstractions qui nous font absolument perdre de vue l'homme auquel appartient la richesse et qui doit en jouir. La science entre leurs mains est tellement spéculative, qu'elle semble se détacher de toute pratique. On croirait d'abord qu'en dégagant la théorie de toutes les circonstances accessoires, on doit la rendre plus claire et plus facile à saisir : le contraire est arrivé ; les nouveaux économistes anglais sont fort obscurs, et ne peuvent être

p56

compris qu'avec beaucoup de fatigue, parce que notre esprit répugne à admettre les abstractions qu'ils nous demandent ; mais cette répugnance même est un avertissement que nous nous éloignons de la vérité, lorsque, dans les sciences morales, où tout se lie, nous nous efforçons d'isoler un principe et de ne voir que lui. L'ouvrage ingénieux de M D Ricardo, qui parut en 1817, et qui fut bientôt traduit en français et enrichi, par M Say, de notes où brille une critique lumineuse, nous semble un exemple remarquable de cette direction nouvelle suivie par les économistes en Angleterre. *Ces principes de l'économie politique et de l'impôt ont produit un effet prodigieux parmi les anglais. Un journal, dont l'autorité est imposante dans la science, les annonce comme ayant fait faire à l'économie politique le plus grand pas qu'elle ait fait depuis Adam Smith ; cependant nous sentons tellement que nous marchons sur un autre terrain, qu'à peine aurions-nous eu occasion de citer cet ouvrage, ou pour nous appuyer sur ses calculs, ou pour les combattre, si sa célébrité ne nous en avait quelquefois fait un devoir. Un administrateur français, dont le nom n'est point un secret, quoiqu'il ne l'ait pas attaché*

p57

à son livre, a aussi publié la même année, des éléments d'économie politique, qu'il destine, dit-il, à ceux qui travaillent dans les administrations. Je suis étonné que, dans ce

but, il ait considéré la science sous un point de vue aussi abstrait. Il y a dans ses prétendus éléments beaucoup d'esprit sur l'économie politique ; mais il me semble que la partie positive, si essentielle à un homme d'état, est demeurée bien loin de ses méditations.

Livros Grátis

(<http://www.livrosgratis.com.br>)

Milhares de Livros para Download:

[Baixar livros de Administração](#)

[Baixar livros de Agronomia](#)

[Baixar livros de Arquitetura](#)

[Baixar livros de Artes](#)

[Baixar livros de Astronomia](#)

[Baixar livros de Biologia Geral](#)

[Baixar livros de Ciência da Computação](#)

[Baixar livros de Ciência da Informação](#)

[Baixar livros de Ciência Política](#)

[Baixar livros de Ciências da Saúde](#)

[Baixar livros de Comunicação](#)

[Baixar livros do Conselho Nacional de Educação - CNE](#)

[Baixar livros de Defesa civil](#)

[Baixar livros de Direito](#)

[Baixar livros de Direitos humanos](#)

[Baixar livros de Economia](#)

[Baixar livros de Economia Doméstica](#)

[Baixar livros de Educação](#)

[Baixar livros de Educação - Trânsito](#)

[Baixar livros de Educação Física](#)

[Baixar livros de Engenharia Aeroespacial](#)

[Baixar livros de Farmácia](#)

[Baixar livros de Filosofia](#)

[Baixar livros de Física](#)

[Baixar livros de Geociências](#)

[Baixar livros de Geografia](#)

[Baixar livros de História](#)

[Baixar livros de Línguas](#)

[Baixar livros de Literatura](#)
[Baixar livros de Literatura de Cordel](#)
[Baixar livros de Literatura Infantil](#)
[Baixar livros de Matemática](#)
[Baixar livros de Medicina](#)
[Baixar livros de Medicina Veterinária](#)
[Baixar livros de Meio Ambiente](#)
[Baixar livros de Meteorologia](#)
[Baixar Monografias e TCC](#)
[Baixar livros Multidisciplinar](#)
[Baixar livros de Música](#)
[Baixar livros de Psicologia](#)
[Baixar livros de Química](#)
[Baixar livros de Saúde Coletiva](#)
[Baixar livros de Serviço Social](#)
[Baixar livros de Sociologia](#)
[Baixar livros de Teologia](#)
[Baixar livros de Trabalho](#)
[Baixar livros de Turismo](#)